



tribune socialiste

supplément au n° 716

le PSU en douze propositions

3 propositions pour battre la droite

1. Refuser l'austérité

Barre et Giscard veulent faire payer la crise aux travailleurs, pour permettre aux patrons de développer leurs profits. La politique du plan Barre, c'est la poursuite du chômage (un million de chômeurs) et de la disparition d'entreprises, le blocage des salaires, l'augmentation des impôts, tout cela sans que la hausse des prix se ralentisse de manière satisfaisante.

Une toute autre politique est possible, avec :

- un revenu minimum garanti pour tous : smicards, chômeurs, retraités, paysans, handicapés, sur la base des revendications minimum des syndicats ouvriers (aujourd'hui 2 000 F par mois).
- un emploi pour tous par la baisse généralisée du temps de travail, sans réduction de salaires (35 heures par semaine).
- une action réelle contre les véritables responsables de l'inflation : impôts sur le capital, taxation des super-bénéfices, lutte contre les intermédiaires parasitaires.

2. Un front syndical et politique

Le plan Barre ne parviendra à écraser les travailleurs de la ville et de la campagne que s'ils ne ripostent pas avec le maximum d'unité.

C'est pourquoi le PSU propose que se réalise l'unité des forces populaires, politiques et syndicales

- à la base : dans les entreprises, les quartiers, les villages
- dans tout le pays, sur une plate-forme commune d'action.

3. Pour que la gauche gagne

Les prochaines élections ne sont pas la seule préoccupation : et elles ne seront gagnées que si d'abord l'action est menée contre la politique Giscard/Barre.

Mais gagner ces élections est aussi nécessaire et possible.

- pour les élections municipales, le PSU propose que se constituent des listes communes de toute la gauche, y compris le courant « socialiste autogestionnaire » auquel nous appartenons.
- pour les élections législatives, comme les autres courants de la gauche, le courant socialiste autogestionnaire devra s'engager dans la bataille pour défendre l'objectif qui est celui de tous les travailleurs : arracher le pouvoir aux capitalistes et imposer partout leur propre pouvoir.

3 propositions pour préparer dans nos luttes d'aujourd'hui la société de demain

1. Un emploi pour tous, par le contrôle populaire

Chacun a droit à un emploi. En plus de la diminution du temps de travail, c'est à nous tous de contrôler le respect de ce droit.

- dans les entreprises : assemblées générales des travailleurs ; contrôle des travailleurs sur les investissements et les conditions de travail ; occupation des entreprises que le patronat veut liquider pour imposer aux patrons et aux pouvoirs publics une solution conforme aux intérêts des travailleurs (dont la nationalisation).
 - dans les campagnes : contrôle populaire sur les terres des spéculateurs et des gros agrariens capitalistes et redistribution collective aux paysans les plus démunis.
- Rémunération garantie contre les fluctuations de cours et les accidents climatiques ; application du quantum de production.
- Contrôle populaire (agriculteurs et salariés) sur les firmes agro-alimentaires.

2. Une formation au service de tous, contrôlée par tous.

C'est aux travailleurs, et non au patronat, à définir la formation dont ils ont besoin :

- pour une école au service des travailleurs (locaux et matériels), gratuité de tous les services éducatifs (transports, fournitures...). Contre la sélection et la mise en place de la réforme Haby ;
- contrôle de la carte scolaire départementale, et de la formation continue par les travailleurs. Ouverture des universités aux travailleurs, sans condition de diplômes ;
- droit à l'emploi et à la formation pour tous. Titularisation des hors-statuts. Refus des licenciements systématiques des auxiliaires.

3. Vivre au pays.

La politique capitaliste ne cesse de transformer des régions entières en déserts, et de concentrer les travailleurs dans des zones urbaines. Il faut stopper cette évolution par :

- une répartition égale des emplois créés dans toutes les régions ;
- l'arrêt de la disparition des services publics (transports, P.T.T., médecins, etc.) dans les zones rurales ;
- priorité aux équipements collectifs partout : écoles, transports publics, santé, etc. ;
- reconnaître le droit de toutes les nationalités présentes en France, à choisir leur destin.

3 propositions pour assurer de vraies libertés

1. Suppression des textes et institutions de répression.

De Pétain à la V^e République, un ensemble de dispositions condamnées par les juristes démocrates du monde entier ont donné au pouvoir des moyens exceptionnels de répression contre les travailleurs ;

- dissolution des tribunaux d'exception (Cour de sûreté de l'Etat, tribunaux militaires) ;
- dissolution des corps de police spéciaux et contrôle populaire sur les activités destinées à assurer la sécurité publique ;
- abrogation de l'article 16 de la constitution, de la loi anti-casseurs ;
- indépendance réelle de la magistrature à l'égard du pouvoir exécutif.

2. Extension des libertés politiques et syndicales, notamment dans l'armée.

- droit pour les partis politiques de s'exprimer partout, y compris dans les entreprises ;
- renforcement du droit d'organisation syndicale ;
- reconnaissance de la liberté d'expression et d'associations dans l'armée. En particulier, droit des soldats à s'organiser en syndicat : c'est une des garanties pour qu'on ne puisse utiliser l'armée contre les travailleurs.

3. Refus de la société du tout nucléaire.

En dehors des dangers qu'il présente pour la santé — pour des milliers d'années — le programme nucléaire entraîne un renforcement des contrôles militaires, et policiers sur toute la société (dans les entreprises, dans les centrales, dans les transports, etc.). La société nucléaire est une société militarisée. Il faut arrêter et engager un débat public sur l'ensemble des sources d'énergie à mettre en œuvre.

3 propositions pour assurer la victoire des travailleurs

1. Pas de compromis avec Giscard, pas de pause sociale.

Si la gauche gagne en 78, Giscard doit partir. Certaines forces de gauche tentent de faire croire qu'il est possible de gouverner avec Giscard. La constitution de 1958 donne à Giscard le pouvoir de saboter toute politique favorable aux travailleurs.

Les mêmes forces envisagent de collaborer avec le patronat et d'appeler les travailleurs à observer une pause sociale. La droite reprendrait ainsi rapidement tout le pouvoir. Il faut exiger la démission de Giscard, développer l'offensive contre le patronat pour assurer la victoire populaire.

2. Nationalisation sous contrôle ouvrier.

Les nationalisations sont un moyen pour mettre en échec la toute puissance patronale. Elles doivent s'imposer :

- elles doivent s'imposer quand les travailleurs de l'entreprise l'exigent majoritairement ;
 - chaque fois que le capitalisme veut faire disparaître une entreprise (faillite, liquidation, etc.) les biens de cette entreprise doivent être transférés dans le domaine public et placés sous la responsabilité des travailleurs.
- Mais les nationalisations ne doivent plus consister dans le remplacement d'un « patron privé » par un « patron d'Etat ». Elles doivent permettre la transformation des rapports de travail, de la hiérarchie, des conditions de travail, etc., conformément à ce que demandent les travailleurs. C'est pourquoi nous disons qu'elles doivent se faire sous contrôle ouvrier.

3. Des relations internationales qui fassent avancer le socialisme.

Pour permettre la construction d'une société nouvelle, la France doit se dégager des obstacles que chercheront à créer les capitalistes américains et européens :

- instituer un contrôle sur les mouvements de capitaux et les échanges extérieurs ;
 - rompre avec l'Alliance Atlantique, qui sert de gendarme du capitalisme en Europe et en Méditerranée.
- A l'inverse, la France doit développer de nouveaux liens avec les pays qui cherchent à s'affranchir du capitalisme :
- constituer à une coordination des efforts pour construire le socialisme en Europe (le Marché commun n'est que l'Europe des patrons) ;
 - lier son propre développement à celui des pays du tiers-monde qui s'efforcent de se libérer de la tutelle des grands puissances.

Très souvent, dans ces propositions, nous parlons de « contrôle ». Parce que c'est en contrôlant tous les décisions qui nous concernent que nous pourrions construire le pouvoir populaire, notre pouvoir. C'est cela l'autogestion, sans laquelle il n'y a pas de socialisme. ■



sous Tibéri main-basse sur le 5^e

Floraison des chantiers, expulsions d'immeubles entiers, coupures d'eau ou de gaz, toitures arrachées pendant l'absence des locataires ou « papier bleu » d'huissier portant « sommation de déguerpir »,... la vie de l'arrondissement est rythmée par la chronique de la spéculation immobilière qui y sévit et y opère une profonde transformation sociale. Les couches modestes de la population installées dans les immeubles anciens où les loyers sont régis par la loi de 1948, se voient expulsées de leurs logements, et déportées vers la périphérie.

Parallèlement, la hausse effrénée des loyers pèse de plus en plus lourd sur le budget des travailleurs absorbant — et au-delà — les augmentations conquises dans les entreprises.

Les loyers du 5^e arrondissement atteignent les records parisiens : le studio 1 000 F par mois, un 2 pièces 1 400 F. Une dactylo, un postier ou un jeune ménage qui s'installe maintenant dans l'arrondissement paiera jusqu'à 50 % de son salaire pour se loger modestement.

Ces loyers exorbitants sont la conséquence directe du processus de rénovation-déportation, dont le schéma est tristement simple, pour pouvoir réaliser les juteux profits provenant de la vente d'appartements entre 8 000 F et 10 000 F le m², il faut « vider » l'immeuble, expulser par tous les moyens les locataires.

La clé de cette spéculation immobilière réside dans le mécanisme de « libération » des loyers : depuis 1964, une fois évincé le locataire protégé par la loi de 1948, le loyer n'est plus

déterminé que par la seule loi du marché, c'est-à-dire, ni plus ni moins, la loi du plus grand profit sur le dos des locataires. Un exemple : la rénovation d'un immeuble ancien permet de faire passer le loyer d'un appartement de 20 m² de 300 F par trimestre à 1 000 F par mois (soit 10 fois plus).

Cette rénovation spéculative découle directement de la politique du pouvoir et des banques, qui, sous prétexte « d'amélioration de l'habitat », vise à rentabiliser le secteur immobilier ancien. C'est le droit le plus élémentaire, le DROIT AU LOGEMENT, qui est bafoué par les exigences du développement capitaliste. Aussi, les principales protections de la loi de 1948 (réglementation des loyers, droit au maintien dans les lieux) ont été battus en brèche par une série de mesures depuis la libération en 1964 des loyers pour les nouveaux locataires (votée sur proposition de Giscard d'Estaing, alors Ministre des Finances...) jusqu'à la loi Barrot de 1975, qui sous couvert d'améliorer la

Tibéri : quel logement social ?

Tibéri candidat de l'UDR est aussi conseiller du 5^e arrondissement et président de la commission du logement social au Conseil de Paris.

A ce titre sa responsabilité est engagée dans la politique du logement aboutissant à la spéculation effrénée qui sévit dans le 5^e. Nous lui posons ces deux questions :

Pourquoi la ville de Paris aliène-t-elle l'important patrimoine immobilier dont elle dispose dans l'arrondissement en se privant délibérément des moyens qui permettraient de développer une politique sociale du logement et en favorisant la spéculation au profit des promoteurs ? Place de la Contrescarpe, un immeuble a été vendu par adjudication à un promoteur qui peut en escompter quinze fois plus à la revente.

Comment se fait-il qu'au 1/3, rue Maître-Albert, la famille Ilzer dont le propriétaire tente d'obtenir l'expulsion ait vu sa chambre murée par une construction de la SAGI dont M. Tibéri était à l'époque administrateur ?

protection des locataires, aboutit à légaliser le processus de leur expulsion.

Sous-estimant l'enjeu du processus de « main-basse sur la ville » les partis de gauche et les organisations nationales de locataires (CNL, en particulier) sont restés sur la défensive, n'organisant pas de riposte populaire et n'utilisant même pas leur présence au Parlement pour faire des contre-propositions.

se battre et gagner, c'est possible

Pourtant, des locataires ont montré qu'il est possible de s'organiser, de se battre et de remporter des victoires contre les promoteurs immobiliers et les marchands de logement. C'est la voie ouverte depuis plusieurs années par l'action de l'ACDL (Association des Comités de Défense des Locataires de Paris), dans le 5^e et au niveau parisien : unité offensive des locataires d'un immeuble contre leur expulsion, lutte contre les loyers « libres » abusifs, contrôle des charges.

Au 7, 9 et 11 rue de Tournefort, une cinquantaine de locataires, regroupés en un comité de défense et appuyés par l'ACDL, ont remporté, au bout de 26 mois de lutte, la première véritable

Suez dans le cinquième

Votre propriétaire ne s'appelle-t-il pas SFPPI, SEGSI, SIF, FGM ou SAFRI ? La SAFRI vient d'acheter la presque totalité du paté délimité par les rues Tournefort, Amyot, Lhomond et du Pot-de-Fer pour la somme de 12 000 000 de F. Ont été aussi achetées par des filiales de Suez, les 128 et 131 rue Mouffetard, le 29 rue Censier, le 15 rue de la Clef, le 32 rue des Fossés-Saint-Bernard et bien d'autres encore...

victoire contre des promoteurs immobiliers. La société propriétaire, complètement bloquée dans son opération, a conclu avec l'ACDL, collectivement mandaté par les locataires, un accord de type syndical garantissant à tous les habitants le choix entre :

— une indemnité de départ calculée sur la base de 2 000 F le m² ;

— le maintien sur place dans des logements refaits à neuf, équipés de tout le confort, pour des loyers pratiquement inchangés et avec des *baux à vie* rendant impossible toute tentative nouvelle d'expulsion.

Cette lutte exemplaire, qui a permis la conquête des droits nouveaux au-delà de la loi de 1948 de plus en plus vidée de son contenu, a créé une nouvelle dynamique du mouvement de résistance contre les expulsions.

Le PSU, présent dans la bataille sur le logement, voit dans les luttes menées par l'ACDL la perspective du contrôle populaire sur l'habitat. Le développement de luttes à la base, capables de rassembler les locataires d'immeubles entiers et le soutien apporté, au niveau de l'arrondissement, par l'ensemble des organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier, sont une concrétisation de la stratégie d'Unité populaire.

Aussi, le PSU entend-il favoriser le plus largement l'organisation des locataires et le soutien aux luttes menées sur le logement.

Les élections du 5^e sont l'occasion d'imposer, face aux promoteurs et à la droite, la perspective du contrôle populaire. ■



nous soutenons de Victor

Au-delà de nos choix politiques, nous apportons notre appui à la candidature de Victor Leduc,

— parce qu'elle est celle d'un homme qui a pris une part active aux combats de la Résistance,

— parce que Victor Leduc tout en poursuivant son action contre la domination de la bourgeoisie française et toutes les manifestations de l'impérialisme, a fait preuve de son esprit critique et de son courage politique en menant une bataille difficile contre le stalinisme,

— parce que, par son activité de journaliste et d'écrivain, comme à travers ses engagements militants, il a toujours lutté pour le socialisme.

Claude Bourdet - Georges Casalis - Roland Cayrol - Alain Cuny -

nos objectifs

logement :

● Rénovation au profit des locataires : relogement sur place avec des loyers correspondant aux revenus (comme ce qui a été imposé par la lutte des locataires des 7, 9, 11 rue Tournefort). ● Réglementation générale des loyers sur la base d'une extension de la loi de 1948.

● Abrogation des dispositions de la loi de 1964 qui permet la libération des loyers anciens.

● Blocage des charges d'H.L.M. (les loyers sont bloqués, mais pas les charges ; un exemple : loyer 600 F, charges 430 F, soit 70 % !)

lutte anti-pollution :

● Suppression de l'emploi des produits toxiques, tels que l'amiante utilisée à Jussieu.

● Abandon définitif du projet de construction d'une centrale nucléaire à Nogent s/Seine, en amont de Paris, qui accroîtrait encore la pollution thermique de la Seine et qui risquerait de contaminer l'eau des parisiens.

police :

● Le quartier Latin est régulièrement quadrillé par d'importantes forces de police. Nous réclamons l'arrêt de ce quadrillage.

C. BUREAUX candidats du Socialisme Autogestionnaire

candidat :
Victor Leduc

Secrétaire national du PSU
médaillé de la Résistance,
interné et évadé
Directeur de l'hebdomadaire Action,
issu de la Résistance
(1944-1949)
Journaliste et écrivain
Ancien professeur au
lycée Lavoisier

suppléant :
Claude Bureaux

Jardinier au Museum
d'Histoire Naturelle
(Jardin des Plantes)
Militant syndical

a candidature Leduc

Edouard Depreux, ancien Ministre -
Delperier de Bayac - Docteur Gas-
ton Ferrière - Jean-Pierre Faye -
Paul Fraisse - Alain Joxe, Maître-
assistant à l'École pratique des
Hautes Etudes - Docteur Cyril
Koupernick - Yves Lacoste, Simone
et Jean Lacouture - Théodore
Monod, de l'Institut - Pierre
Naville - Roger Pannequin, Direc-
teur d'E.N.P., ancien dirigeant
F.T.P., Charles Piaget - Madeleine
Reberioux, Maître de Conférence à
l'Université de Vincennes - Ver-
cors - Jean-Pierre Vernant, Profes-
seur au Collège de France - Pierre
Vidal-Naquet, Directeur d'études à
l'École des Hautes-Etudes - Roger
Pic - Jean-Louis Hamel, professeur
au Muséum - Catherine Rouault,
chercheuse CNRS - Pierre Jalée
économiste. (Premières signatures).

pour le 5^e

école :

Une école ouverte aux travailleurs

- Ouverture des locaux scolaires de 7 h du matin à 7 h du soir avec accueil des enfants.

- Utilisation des locaux et matériel scolaire par les habitants du quartier.

- Possibilités d'intervention des parents dans l'école.

- Commission de Sécurité,
- Contrôle de la carte scolaire,
- Redéfinition des contenus scolaires.

Au service des travailleurs

- Gratuité des services éducatifs (fournitures, transports, centres aérés).

- Abaissement des effectifs des classes (25 élèves maximum).

- Extension des crèches. Il n'y a que six crèches dans le 5^e pour 65 000 habitants.

qui favorise l'égalité des chances

- Répartition des enfants sur des critères géographiques et non sur des niveaux scolaires.

- Une orientation non sélective, donc des possibilités d'accueil accrues dans tous les établissements.

transports en commun :

- Carte orange payée par l'employeur et délivrée gratuitement aux chômeurs.

- Intégration du temps de transport dans le temps de travail.

le 5^e des travailleurs

Le 5^e ce n'est pas seulement le « Quartier latin » ni même un quartier résidentiel.

Les luttes qui ont eu lieu ces dernières années dans les entreprises de notre arrondissement ont, à leur manière, illustré des formes nouvelles du combat des travailleurs.

coordination entre les entreprises

A chaque occasion (grève des postiers en automne 1974, grève à l'hôpital Curie printemps 1976) les militants PSU se sont attachés à populariser sur leur lieu de travail, les revendications des grévistes et à organiser la solidarité.

A un moment où le patronat et le gouvernement jouent sur l'isolement des travailleurs et le pourrissement de leur action (*le Parisien libéré*, par exemple) la coordination entre les entreprises en lutte est à l'ordre du jour.

Comme à Besançon où les délégués de huit usines occupées confrontent et coordonnent depuis plusieurs mois leur action.

unité populaire

A chaque occasion, la section du PSU 5^e a été présente pour renforcer les liens entre usagers et employés, aspect particulièrement important dans notre arrondissement où un grand nombre d'entreprises appartient au secteur public.

Un exemple : comité de soutien aux postiers en grève, distribution de tracts et collecte sur les marchés, réunions d'information, galas.

Les employés des services publics sont conscients de cette nécessité, en témoignent la grève de l'hôpital Curie où les travailleurs ont, tout en menant leur lutte, assumé l'intégralité des soins aux malades, ou la cam-

pagne lancée par le syndicat CFTD des postiers contre la hausse des tarifs.

contrôle des travailleurs

Conditions de travail, cadences, sécurité, le fonctionnement des entreprises est uniquement régi par la loi du profit et échappe à ceux qui y travaillent. Le contrôle sur ce qui constitue le tiers de leur vie est d'actualité. Ils acceptent de moins en moins d'user leur vie au service de ceux qui les exploitent. A Jussieu, où sous prétexte d'économie, on les faisait vivre 8 heures par jour dans des locaux rendu insalubres par des revêtements d'amiante, ils ont imposé une refonte complète des conditions de sécurité.

La ségrégation sociale oblige un

Soutenez la lutte des postiers, on a essayé ça marche !

école : l'égalité des chances dans le 5^e

Electeurs, électrices du 5^e arrondissement, vous avez reçu une lettre de M. Tibéri annonçant — comme le moment est bien choisi ! — les réalisations dues à son intervention sur les problèmes d'école. M. le Député s'attribue, sans pudeur, les résultats de l'action des associations locales de parents d'élèves et des sections syndicales enseignants.

Nous soulignons cependant un problème que M. Tibéri se garde bien d'évoquer dans sa circulaire, celui de l'entrée en 6^e dans le quartier. Nous sommes, en effet, un des arrondissements parisiens où subsiste une triple structure au niveau du 1^{er} cycle du secondaire (entrée en 6^e) : le CEG, le CES et le lycée.

Dès la classe de 7^e, une sélection s'opère entre les enfants : les moins doués iront remplir les classes de CEG, les « moyens » celle des CES, les futurs élites les classes des « petits lycées » de type Henri IV. Personne ne sera surpris de constater que la sélec-

nombre de plus en plus élevé de travailleurs de la région parisienne à ajouter aux 8 heures d'activité par jour, 2 heures de transport. Cette situation ne pourra être supportée encore très longtemps, la jonction entre l'action pour le logement populaire et la lutte dans les entreprises reste en France très en-deçà de celle menée en Italie par exemple.

Si le PSU est présent aux élections, c'est parce qu'il entend que l'ensemble des aspirations des travailleurs, au contrôle sur leurs conditions de vie et au socialisme autogestionnaire, s'exprime pleinement.



JE TIMBRE MES LETTRES A 0,80 F

■ Parce que je lutte pour le CONTROLE DES PRIX par les « Travaillieurs-usagers et consommateurs »
■ Parce que je suis solidaire des postiers dans leur lutte pour un vrai « SERVICE PUBLIC PTT »



POUR UN CONTROLE POPULAIRE DES PRIX, CONTRE LES HAUSSES ABUSIVES DES TARIFS PUBLICS AVEC LA CFTD-PTT.

tion entre les trois types d'établissements correspond à la situation sociale des parents. La quasi totalité des enfants de Henri IV ou de Lavoisier viennent, en effet, de familles aisées.

Or, une simple observation des orientations au niveau de la classe de 5^e et de 3^e nous permet de constater ceci : les enfants venant de CEG terminent leurs études en CAP, ceux du CES se retrouvent en majorité dans les classes de BEP, enfin ceux des petits lycées forment — avec les élites de toute la région parisienne — les effectifs des prestigieux lycées du 5^e.

Il s'agit donc bien d'une orientation précoce dont les habitants du 5^e ont le triste privilège et qui entretient parmi les enfants comme dans leur famille un esprit de compétition qui divise les travailleurs.

M. de Député sortant, de quelle égalité des chances parlez-vous ?

contre le nucléaire : 2 ans de campagne du PSU dans le 5^e

Avril 1975 : Première grande manifestation antinucléaire à Paris. La section PSU du 5^e, le Mouvement d'action non violent et le Groupe énergie propre défilent sous une banderole commune avec une centaine d'habitants du quartier.

Mai 1976 : Meeting organisé par la section du 5^e et les militants PSU du CNRS, 250 participants débattent des dangers de la politique nucléaire et des solutions de rechange.



d'avril 1975...

une nouvelle librairie
s'ouvre dans le 5^e

« LA BELUGA »

- minorités nationales
- occitanie
- autogestion

5, rue d'Arras, Paris (5^e)

(pour la France de demain :
le tout nucléaire !)

discutons en aux

4 heures
sur le
nucléaire

18 h 30 à 23 h 30

270 rue S^e Jacques

JEUDI 13 MAI

- discussion avec des militants du CNRS et de l'EDF
- exposition bouffe
- débat avec Serge Depaquit



organisé par la 5^e section et les militants
du CNRS
... mai 1976.

pourquoi le PSU dit non au nucléaire

Photo ADJA-MAILLAC
Usine de retraitement de La Hague.



Le nucléaire, tout le monde en parle. Pourtant le PSU a été le seul parti politique à se prononcer clairement sur le problème : arrêt immédiat de tout programme nucléaire. Il pense qu'une autre solution aux problèmes de l'énergie est possible, même à court terme.

crise de l'énergie ? Non : crise du capitalisme

En effet, la propagande pro-nucléaire repose sur la soi-disant crise de l'énergie qui nous obligerait à abandonner brutalement le tout pétrole pour le tout nucléaire. En fait, c'est la logique du profit maximal qui a ordonné ce choix. D'une part les sociétés pétrolières touchées par l'augmentation du prix du pétrole brut investissent dans le combustible nucléaire ; d'autre part, le développement du nucléaire dans le monde s'est fait sous la coupe des deux grandes sociétés américaines Westinghouse et General Electric qui ont vu là l'occasion d'accroître leurs profits et d'étendre leur emprise sur l'économie mondiale.

En France, un certain nombre de sociétés telles Framatome ou CGE Alstom se sont entendues avec l'accord du gouvernement et de la direction d'EDF pour se partager l'énorme gâteau du nucléaire. Plutôt que la réponse à la crise de l'énergie, le nucléaire apparaît donc comme une tentative de réponse à la crise du capitalisme.

des risques considérables

Pour faire accepter son choix, le gouvernement présente le programme nucléaire comme une source considérable d'emplois. En fait, ceux que l'on supprime à cause de la reconversion énergétique (fermeture des bassins miniers, abandon de l'hydraulique par exemple) sont loin de compenser le petit nombre créé par l'électro-nucléaire. De plus, il faut souligner que les emplois créés offrent des conditions de travail et de sécurité parfaitement inacceptables. (C'est en particulier le cas des travailleurs des usines de retraitement telle celle de La Hague). Ce manque de sécurité se retrouve d'ailleurs dans tous les aspects du nucléaire. Il est dû aussi bien à la hâte excessive dans laquelle le programme est réalisé qu'à des difficultés théoriques et techniques.

Les conséquences écologiques peuvent être très graves, que ce soit l'augmentation de la radio-activité — surtout au moment des inévitables incidents et accidents —, le réchauffement des eaux ou l'accumulation des déchets radioactifs pour ne citer que les plus connus.

vers une société militaro-policière

Une conséquence moins souvent évoquée est le type de société qu'implique le développement du nucléaire. La rentabilité énergétique déjà contestable pour les unités de très grande puissance (la mise en œuvre du programme provoque un accroissement de la consommation du pétrole pour au moins 15 ans) devient très fortement négative si l'on diminue la taille des centrales. Il en va de même de la rentabilité économique, et cela impose que la société nucléaire soit essentiellement centralisée. Le danger que représente le transport des produits radioactifs et l'objectif militaire que sont les centrales nucléaires va nécessiter le développement des contrôles policiers et militaires sur l'ensemble du territoire. C'est donc bien une société militaro-policière que nous prépare le développement du nucléaire, et cela quelle que soit la couleur politique du régime. Que l'on ne nous dise pas qu'une « conception socialiste du nucléaire » est possible.

Il est donc important de se battre largement contre le nucléaire. Déjà de nom-

breuses luttes ont été déclenchées sur les lieux d'implantation des centrales (Fessenheim, Erdeven, Bugey, Malville, etc).

Chaque fois ces luttes rassemblaient les couches les plus diverses des populations.

pour une autre croissance, une autre société

Au nucléaire le PSU répond par une opposition fondamentale. Il accompagne cette position par une remise en cause du type de société. Il lutte contre la consommation énergétique actuelle très fortement augmentée par le gaspillage (les gadgets, la non-récupération d'emballages perdus, les produits « bon-marché » peu solides et irréparables, etc), la faiblesse des services collectifs tels que les transports en commun, les nuisances créées par l'industrie (pollution chimique, bruits, déchets). Se battre contre la société capitaliste, c'est se battre contre ce type de croissance.

Une autre croissance est possible, c'est celle que permet le socialisme autogestionnaire. En faisant disparaître le gaspillage capitaliste, il permettra un essor tant individuel que collectif du niveau et des conditions de vie. En faisant disparaître l'appétit de consommation artificiellement suscité par le capitalisme, il utilisera les ressources de la nature sans les détruire. ■

Avec ce journal, vous ne savez pas tout sur le PSU. Pour en savoir plus, toutes les semaines, lisez *Tribune socialiste*, l'hebdomadaire du PSU, l'organe du socialisme autogestionnaire.

Mieux, abonnez-vous.

Chaque semaine, dans ses différentes rubriques : Où va la France ? Briser la chaîne, Les exclus de l'intérieur, Et pourtant, elle tourne.. Les armes de la critique, vous trouverez des informations sur la vie politique, les luttes sociales, la vie culturelle, l'écho de vos aspirations à une vie nouvelle, à une société libérée.

**Abonnement : 6 mois = 60 F.
Offre spéciale jusqu'au 31-12-76 :
un an = 100 F.**

LES PUBLICATIONS DU PSU

PSU-DOCUMENTATION, support de la formation des militants. Une douzaine de numéros par an.

LUTTES, brochure du secteur entreprise. Support de l'intervention du PSU dans les entreprises.

CRITIQUE SOCIALISTE, revue théorique du PSU, ayant pour vocation de préparer et de prolonger le débat autour du projet politique du PSU.

GERMINAL, journal du secteur agricole du PSU. Parution mensuelle. C'est le support de l'intervention du PSU en milieu rural.